



Annuaire Français de Relations Internationales
AFRI 2004, volume V
Editions Bruylant, Bruxelles

WASINSKI Christophe , "Sécurité et libéralisme aux Etats-Unis", AFRI 2004, volume

V

Disponible sur http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/afri2004_wasinski.pdf

Tous droits réservés - Centre Thucydide - contact : centre.thucydide@afri-ct.org

SÉCURITÉ ET LIBÉRALISME AUX ETATS-UNIS

PAR

CHRISTOPHE WASINSKI (*)

Il est devenu une platitude d'affirmer que nous vivons à l'heure de la mondialisation. Le terme reste pourtant difficile à utiliser pour le chercheur. Ce que recouvre avec précision le concept de mondialisation reste quelque peu nébuleux. Néanmoins, on peut, sans trop s'avancer, affirmer que la plupart des représentations véhiculées par le mot comprennent l'idée de la diffusion du libéralisme dans ses aspects économiques et politiques. Par-delà ces éléments, la mondialisation soulève un questionnement relatif aux rôles respectifs des sphères privée et publique et, par ricochet, de l'importance de l'Etat.

Dans le contexte du champ de la sécurité, le questionnement prend une acuité toute particulière. De façon traditionnelle, le domaine de la sécurité a longtemps été abordé sous le jour exclusif de l'Etat, conçu comme l'acteur disposant du monopole légitime de la violence sur le plan interne et externe. Pourtant, depuis la fin de la Guerre froide, les prérogatives de sécurité sont de plus en plus envisagées sous l'angle d'une « gouvernance internationale », impliquant de multiples acteurs (organisations internationales et organisations non gouvernementales par exemple). En conséquence de cela un débat sur les liens entre mondialisation et sécurité a surgi (1).

Pour certains, la création d'une « gouvernance internationale de sécurité » serait de nature à pacifier le monde. Pour d'autres, cette croyance est une illusion masquant l'émergence d'un univers chaotique (2). Dans les faits, il faut bien convenir que le processus de mondialisation a commencé à entraîner une privatisation du champ de la sécurité sur le plan international (mais aussi au niveau interne). Outre l'aspect bénin, en apparence à tout le moins (3), des actions de certaines organisations associées à la société civile,

(*) Doctorant en Sciences politiques et assistant aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix (Namur, Belgique) et à l'Université Libre de Bruxelles (REPI, Belgique).

(1) Avec une certaine lenteur selon Jean-Marie GUÉHENNO, « The Impact of Globalisation on Security », *Survival*, vol. 40, n° 4, hiver 1998-1999, pp. 5-19.

(2) Jean-François RIOUX (dir.), *La Sécurité humaine – Une nouvelle conception des relations internationales*, L'Harmattan – Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Paris, 2001, 366 p.; Charles Philippe DAVID, *La Guerre et la paix – Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Presses de Science Po, Paris, 2000, 524 p.; Alain JOXE, *L'Empire du chaos – Les Républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide*, La Découverte, Paris, 2002, 189 p.

(3) Cf. Alexander COOLEY / James RON, « The NGO Scramble – Organisational Insecurity and the Political Economy of Transnational Action », *International Security*, vol. 27, n° 1, été 2002, pp. 5-39.

la privatisation de la sécurité concerne également, par exemple, la renaissance de nouvelles formes de mercenariat (compagnies privées de sécurité, compagnies privées militaires) (4). Or, ce mercenariat, organisé sous forme de firmes privées, cherche à servir les Nations Unies et les organisations non gouvernementales dans des situations humanitaires (5)...

L'analyse qui suit se veut une contribution à ce débat sur le lien entre mondialisation, libéralisme et sécurité, contribution centrée sur le cas des Etats-Unis. Les Etats-Unis peuvent être considérés comme l'un des berceaux du libéralisme politique et économique contemporain, phénomène que l'on retrouvera inscrit dans les structures de cet Etat. La question qui se pose donc est de savoir si ces structures internes ont, ou non, un impact sur leur politique de sécurité dans le sens du réalisme (*Realpolitik*) (6).

Il semble en particulier intéressant d'aborder la problématique sous l'angle sociologique de la « société postindustrielle » (ou « société programmée » selon Alain Touraine). D'après ce dernier, il convient de considérer la société comme un système de systèmes dont le politique reste l'un des éléments centraux. Dans ce système politique, l'Etat se trouve en relation avec la « société civile ». Deux points extrêmes permettent de mieux comprendre leurs relations : « *le rôle de l'Etat se trouve toujours situé entre ces points extrêmes : l'Etat total qui rompt avec la 'société civile', lui impose ses intérêts et son idéologie, l'enferme dans l'immobilité ou l'agressivité, et de l'autre l'Etat absorbé par la société civile, c'est-à-dire soumis aux intérêts de la classe dirigeante ou au mieux de l'équilibre conservateur de la domination et de la défense sociale* » (7). On considérera d'emblée la société américaine comme plus proche du second point de référence que du premier (8).

Par ailleurs, toujours selon A. Touraine, un système politique doit être considéré comme un champ de formation des objectifs. Les moyens politiques déterminent des fins qui seront ensuite imposées aux organisations. Pour ce faire, le politique met en œuvre des stratégies reposant sur des

(4) La littérature sur le sujet ne cesse d'augmenter. Cf. notamment : David SHEARER, « Outsourcing War », *Foreign Policy*, automne 1998, pp. 68-81 ; David SHEARER, *Private Military Intervention*, Adelphi Papers - IISS, Londres, n° 316, février 1998, 88 p. ; Doug BROOKS, « Messiahs or Mercenaries? The Future of International Private Military Services », in Adekeye ADEBAJO / Chandra Lekha SRIRAMP (dir.), *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*, Cass, Londres, 2001, pp. 129-144 ; Philippe CHAPLEAU / François MISSE, « Le retour des mercenaires », *Politique internationale*, n° 94, hiver 2001-2002, pp. 217-241.

(5) Cf. par exemple Tony VAUX / Chris SEIPLE / Greg NAKANO / Koenraad VAN BRABANT, « Humanitarian action and private security companies - opening the debate », *International Alert*, mars 2000, 33 p. On consultera également avec intérêt les sites Internet du MPRI (www.mpri.com), du DSL (www.armorgroup.com) et de Sandline (www.sandline.com).

(6) Ethan B. KAPSTEIN, « Is realism dead? The domestic sources of international politics », *International Organization*, vol. 49, n° 4, automne 1995, pp. 751-774 ; Andrew MORAVCSIK, « Taking preferences seriously : a liberal theory of international politics », *International Organization*, vol. 51, n° 4, automne 1997, pp. 513-541.

(7) Alain TOURAINE, *Production de la société*, Seuil, Paris, 1973 (éd. revue et corrigée), p. 228.

(8) En guise d'introduction sur le système politique américain, cf. Bernard E. BROWN, *L'Etat et la politique aux Etats-Unis*, PUF, Paris, 1994, 478 p.

transactions et des négociations; il s'adapte aux relations évolutives des rapports de force entre les groupes d'intérêts (9).

A partir de ces éléments, l'analyse qui suit cherchera à montrer comment les membres du système politique américain impliqués dans les questions de sécurité, sécurité surtout entendue dans un sens militarisé, utilisent des stratégies en vue de faire avancer leurs objectifs. Plus précisément, deux problématiques seront envisagées : l'importance des *think tanks* et les liens entre les questions de sécurité, les médias et l'opinion publique. Ces deux points seront abordés en vue d'éclairer l'actuelle politique de l'Administration G. W. Bush. Néanmoins, des éléments de contexte, antécédents à cette Administration, seront donnés en vue de mieux cerner des logiques ayant évolué sur un temps plus long. Les dynamiques mises en évidence serviront à mieux appréhender la question de l'impact dans la formation de la politique de sécurité.

LES ETERNELS *THINK TANKS*

Les centres de recherches (*think tanks*) sont loin d'être une nouveauté aux Etats-Unis. Si l'un des tout premiers identifiés apparaît dès le XIX^e siècle (National Conference on Social Welfare, 1873), c'est au cours des années 1920 qu'ils s'affirment avec force dans le champ de la politique internationale (Carnegie Endowment for International Peace, 1910; Foreign Policy Association, 1918; Hoover Institution on War, Revolution and Peace, 1919; Council on Foreign Relations, 1921; Brookings Institution, 1927). Ils détiennent alors une image de neutralité et de désintéressement. Soutenus par des fondations privées, ces centres cherchent à former l'élite américaine aux problèmes internationaux et à sortir les Etats-Unis de leur isolement (10).

Avec la Seconde Guerre mondiale, les choses évoluent. Lors de ce conflit, le personnel universitaire, qu'il s'agisse de physiciens, de mathématiciens mais également de chercheurs en sciences humaines, se trouve, du fait de l'effort national à fournir, plus largement impliqué dans les questions militaires. Dans cette perspective, l'armée met en place des mécanismes institutionnels de coopération qui restent, malgré la guerre, fortement décentralisés (11). Certains d'entre eux perdurent après le conflit : on retrouve alors, par exemple, des sociologues réfléchissant aux questions de guérilla, de

(9) Alain TOURAINE, *Production de la société*, op. cit., pp. 304-305.

(10) James G. MCGANN, « Academics to Ideologue : A Brief History of the Public Policy Research », *Political Science and Politics*, vol. 25, n° 4, décembre 1992, pp. 733-740.

(11) Bernard BÔNE, « Les décisions américaines en matière de défense : comment les sociologues y contribuent », *Revue française de sociologie*, vol. 24, n° 2, avril-juin 1983, pp. 203-226.

guerre psychologique, de cohésion au sein des unités militaires (12). Surtout, la production intellectuelle relative à la stratégie nucléaire devient célèbre. Elle émane en grande partie de la fameuse RAND Corporation qui, fondée en 1948 (13), fonde la majeure partie de ses recherches sur des schémas mathématiques (théorie des jeux, théorie des systèmes, recherche opérationnelle), devenant un modèle en son genre (14).

Toutefois, à partir des années 1970 et 1980, les *think tanks* commencent à se modifier : ils ne sont plus autant des centres de recherches aux apparences austères, réalisant des travaux d'ingénieurs et de mathématiciens, mais davantage des centres de production et, surtout, de diffusion d'opinions politiques (marketing idéologique) (15). Cette évolution va de pair avec leur déplacement de la côte Ouest vers Washington DC. C'est également à partir de ce moment que commence à voir le jour une série de *think tanks* conservateurs (Heritage Foundation, American Enterprise Institute, Center for Security Policy).

Historiquement, une généalogie ancienne de plusieurs décennies lie ces groupes de pression conservateurs en matière de défense. A la source, on retrouve les deux moutures du Committee on Present Danger (CPD et CPD II). L'existence du premier de ces comités remonte à l'époque de Truman, dans les années 1950 : le CPD créé en vue de faire passer le document NSC 68 (*National Security Directive*) réalise des annonces télévisées en faveur d'une politique de sécurité plus dure à l'égard des communistes (politique dite de refoulement ou *roll-back*). Le second CPD, qui date de 1976, est activé en vue de mettre en garde les Etats-Unis contre la politique de Détente; son plus grand succès sera de faire torpiller les accords SALT II (*Strategic Arms Limitation Talks*). Cela annonce l'arrivée de Ronald Reagan, lui-même membre du CPD, et la relance de ce que l'on a parfois nommé la seconde Guerre froide.

Il existe donc une matrice commune d'institutions et d'individus qualifiés de conservateurs et, plus récemment, de néo-conservateurs, utilisant avec efficacité des centres de recherche – groupes de pression en vue de faire passer leurs idées politiques en matière de sécurité (16), des idées qui reposent sur quelques postulats dont les plus notables restent probablement la

(12) Ron ROBIN, *The Making of the Cold War Enemy*, Princeton University Press, Princeton, 2001, 277 p.; Christopher SIMPSON, *Science of Coercition – Communication Research & Psychological Warfare 1945-1960*, Oxford University Press, New York, 1994, 204 p.

(13) Sur la RAND, cf. Fred KAPLAN, *The Wizards of Armageddon*, Touchstone, New York, 1983, 452 p.

(14) Issue de la firme Douglas Aircraft, ce centre de recherche assistait la toute jeune US Air Force. Par crainte que l'on ne reproche au centre de recherche de favoriser l'entreprise Douglas, on l'en détache pour le placer sous la coupe de la Ford Foundation. Soulignons que, depuis sa création, la RAND a diversifié ses activités dans des domaines autres que ceux liés à la défense.

(15) Donald E. EBELSON, « Do Think Tanks Matter? Opportunities, Constraints and Incentives for Think Tanks in Canada and the United States », *Global Society*, vol. 14, n° 2, avril 2000, pp. 213-236.

(16) Pour en savoir plus sur les personnalités et institutions concernées, cf. l'article excellent et exhaustif de Bernard SIONNAUX, « Réseaux conservateurs et nouvelle doctrine américaine de sécurité », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 4, 2003, pp. 498-531. On remarquera que ces *think tanks* ont également permis de court-circuiter une réflexion académique politiquement située plus « à gauche ».

défense de l'hégémonie américaine et la légitimité de l'emploi de la force pour y parvenir. Ces groupes de pression se trouvent renforcés par la nature du système politique américain, dans lequel les partis politiques, ensembles moins formels que leurs équivalents européens, apparaissent avant tout comme des « machines à gagner des élections » (en dehors des périodes électorales, ils perdent une grande partie de leur raison d'être et de leur visibilité).

Qu'en est-il, dans ces conditions de la fonction de contrôle politique par l'opposition ? Ce contrôle peut certes être rempli par le Congrès, mais les groupes de pression et centres de recherches jouent également un rôle important à ce niveau. C'est d'ailleurs au sein des *think tanks* que les décideurs politiques peuvent puiser des collaborateurs : ces centres ont donc également un rôle de formation du personnel politique (17). Par suite, on peut affirmer qu'il y a, aux Etats-Unis, un accaparement du débat par les *think tanks* qui va dans le sens d'une privatisation de la sécurité.

Cela semble confirmé par la façon dont ces groupes de pression conservateurs ont réussi à affirmer leurs idées dans la vie politique. Trois exemples méritent d'être évoqués à ce propos : le cas du Gaither Committee (1957), l'analyse du Team B (1976) et la Rumsfeld Report (1998).

Le Gaither Committee fut créé au sein du Congrès en vue de donner une évaluation, indépendante de celles des services de renseignements, des capacités stratégiques soviétiques dans le contexte du lancement du *Sputnik*. Les résultats du comité sont à la source de la création du mythe du *missile gap*, qui jouera un rôle important dans l'élection de Kennedy (18).

L'épisode du Team B remonte à l'époque où les conservateurs craignaient que l'*arms control* ne mène à un affaiblissement des Etats-Unis face à l'Union soviétique (à l'époque de SALT II). Le Team B, des membres du CPD II, obtiennent de George Bush Sr., alors à la tête de la CIA, de pouvoir mener une évaluation du potentiel stratégique soviétique sur la base des documents dont dispose l'agence de renseignements : leurs conclusions exagéreront la faiblesse américaine, mettront un terme aux accords SALT II et annonceront la politique de réarmement initiée par Ronald Reagan et son équipe.

Le Rapport Rumsfeld, bien plus récent, concerne l'évaluation de la menace potentielle en armes de destruction massive. Encore une fois, il s'agit d'un rapport visant à contredire les données, jugées trop optimistes, fournies par les services de renseignements. Ce rapport a été l'un des élé-

(17) Dinah LOUDA, *Le think tank américain : production et marketing des idées politiques*, Fondation Saint-Simon (Dossier GRIP n° 140), décembre 1989, 37 p.

(18) Lawrence FREDMAN, *The Evolution of Nuclear Strategy*, McMillan Press, Londres, 1981, pp. 160-163.

ments moteurs en faveur de la constitution d'une *National Missile Defense* (19).

Ces trois exemples montrent que les groupes et individus concernés sont quasi toujours les mêmes ou, du moins, sont politiquement très proches les uns des autres. Paul Nitze, Albert Wohlstetter, Paul Wolfowitz, Donald Rumsfeld sont, par exemple quatre des noms qui reviennent régulièrement. Ensuite, on remarquera que la méthode choisie dans chacune de ces évaluations a consisté à présenter une version des faits de type « *worst case scenario* » : plus que les intentions, ce sont les capacités matérielles potentielles qui sont prises en compte (20). Or, ce type de raisonnement tend à étayer la critique parfois adressée aux États-Unis selon laquelle ces derniers, à la recherche de la sécurité absolue, feraient montre d'un style stratégique paranoïaque. Et les sceptiques d'évoquer le risque de création d'un dilemme de sécurité et de souligner qu'en fin de compte, la sécurité absolue ne peut être obtenue que par la domination mondiale (21). Commentaires que l'on pourra également mettre en parallèle avec le concept d'action préventive contenue dans la nouvelle doctrine de sécurité de l'Administration Bush (22).

Ajoutons que ces trois exemples ont également ceci en commun qu'ils montrent comment les acteurs sont en mesure d'utiliser un événement international (qu'il s'agisse de la victoire communiste en Chine et de l'explosion de la première bombe atomique soviétique en 1949 pour le CPD ou de l'envoi du premier *Sputnik* dans l'espace pour le comité Gaither) ou d'en « fabriquer » un (la crainte contemporaine des armes de destruction massive) en vue de créer une fenêtre d'opportunité : il s'agit bel et bien d'une action de *political advocacy* / *entrepreneurs*, une entreprise de politisation. On remarquera par ailleurs que la stratégie utilisée à plusieurs reprises par les conservateurs et néo-conservateurs a consisté à se servir de la relative opacité des services de renseignements : ceux-ci étant par nature astreints à une

(19) Jason VEST, « Darth Rumsfeld », *The American Prospect*, 26 février 2001 (cf. www.globalsecurity.org/news/2001/010226-rummy.htm); *Executive Summary of the Report of the Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the Untilled States*, Pre-production copy, 15 juillet 1998.

(20) Un travers que l'on a déjà souligné à propos des analyses de la RAND (dont celles d'Albert Wohlstetter) reposant sur des outils théoriques tels que la recherche opérationnelle, la théorie des systèmes et éventuellement la théorie des jeux. A ce propos, cf. Fred KAPLAN, *The Wizards of Armageddon*, *op. cit.*; M. FORTUN / S.S. SCHWEBER, « Scientists and the Legacy of World War II : The Case of Operations Research (OR) », *Social Studies of Science*, vol. 23, n° 4, novembre 1993, pp. 595-642; Ken BOOTH, *Strategy and Ethnocentrism*, Croom Helm, Londres, 1979, 191 p.

(21) Arnold WOLFERS, « 'National Security' as an Ambiguous Symbol », *Political Science Quarterly*, vol. 67, n° 4, décembre 1952, pp. 481-502. Le dilemme de la sécurité implique le fait qu'un acteur A cherchant à améliorer sa sécurité (par exemple par augmentation de son potentiel militaire) peut, en ce faisant, accroître l'insécurité de son voisin; ce dernier pourra alors lui-même chercher à se renforcer (dynamique de type « course aux armements ») et la sécurité de A s'en trouvera par conséquent diminuée.

(22) David C. HENDRICKSON, « Toward Universal Empire – The Dangerous Quest for Absolute Security », *World Policy Journal*, automne 2002, pp. 1-10.

relative discrétion, il leur est plus difficile de s'exprimer ouvertement et il devient dès lors plus aisé de contredire leurs résultats (23).

Pour terminer, il n'est pas inintéressant de mettre en parallèle la montée des idées hyper-réalistes des néo-conservateurs actuels avec le retrait de la recherche libérale (dans le sens américain, c'est-à-dire plus « progressiste ») sur les questions de sécurité. Il existe indéniablement un débat libéral, de tendance moins réaliste, plus pacifiste, aux États-Unis, sur cette thématique (24). Ce débat a notamment été véhiculé par des centres de recherches dépendant de financements privés. Toutefois, ces dernières années, on a vu le champ de ce financement se réduire : si 75 fondations étaient actives dans le domaine en 1985, le chiffre tombe à 55 en 1988 et à 25 en 1994. Les problématiques internationales phares ne sont plus directement liées à la sécurité mais avant tout à l'environnement (25). Ce manque d'engagement permet donc peut-être aussi d'expliquer pourquoi les néo-conservateurs ont pu s'imposer avec tant de force.

MÉDIAS ET OPINION PUBLIQUE

De longue date déjà en Europe, l'opinion publique est considérée comme un « tribunal suprême » des actions des dirigeants. L'apparition du concept d'opinion publique peut ainsi être mise en corrélation avec celle de l'État et de sa bureaucratie. On y retrouve une obligation de justification du pouvoir politique, justification à mettre en parallèle avec les impositions étatiques (26).

Les États-Unis ne font pas exception sur ce point. Plus encore, les médias occupent une place prépondérante dans cet État où existe une méfiance importante à l'égard des actes du pouvoir politique. Sur le plan interne, l'épisode du « *Watergate* » reste symptomatique. Au niveau de la politique de sécurité, le cas du Vietnam est éloquent.

En d'autres termes, la présence des médias dans le champ de la politique de sécurité est une donnée dont les dirigeants doivent s'accommoder. Certes, l'intérêt des citoyens américains est considéré comme fluctuant et insuffi-

(23) Phénomène qui se reproduisit apparemment dans le contexte de la récente guerre en Iraq. Cf. à ce propos Maria RYAN, « Inventing the 'Axis of Evil' : The Myth and Reality of US Intelligence and Policy-Making After 9/11 », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 4, hiver 2002, pp. 55-76.

(24) Débat qui aurait joué un rôle important pour mettre un terme à la Guerre froide. Cf. Mary KALDOR, « Who Killed the Cold War? », *The Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 51, n° 5, juillet-août 1995, pp. 62-68 ; Thomas RISSE-KAPEN, « Ideas do not Float Freely : Transnational Coalitions, Domestic Structures and the End of the Cold War », *International Organization*, vol. 48, n° 2, printemps 1994, pp. 185-214.

(25) Mitchel B. WALLERSTEIN, « Whiter the Role of Private Foundations in Support of International Security Policy », *The Nonproliferation Review*, printemps 2002, pp. 83-92. Il existe néanmoins d'importantes tentatives d'étendre le champ de la sécurité à des domaines autres que son aspect purement militaire.

(26) Harvey CHISIK, « Public Opinion and Political Culture in France during the Second Half of the Eighteenth Century », *The English Historical Review*, vol. CXVII, n° 470, février 2000, pp. 48-77.

samment informé (27) par rapport aux questions de politiques étrangères (28); il aurait en outre connu une évolution de la fin de la guerre du Vietnam (diminution) à l'après-guerre du Golfe en 1991 et aux guerres en ex-Yougoslavie (augmentation) (29). Il n'en reste pas moins que le rôle de l'opinion publique en matière de politique internationale et de sécurité reste fondamental : bien que constituant une catégorie sociologique éminemment vague, souvent le simple résultat d'agrégations statistiques, l'opinion publique délimite en quelque sorte ce qui est permis de ce qui ne l'est pas. Évaluée, en dehors des sondages d'opinions, à l'aune des réflexions des « leaders d'opinions », soient les éditorialistes des quotidiens à grandes distributions et commentateurs télévisés par exemple (30), elle est généralement perçue aux États-Unis comme étant peu encline à soutenir un conflit pour des motifs de *Realpolitik* trop clairement avoués, comme s'échauffant vite lorsqu'on lui soumet des images terribles de souffrances humaines (« effet CNN »), comme ayant une tendance isolationniste, comme ne supportant pas les victimes, non seulement parmi les G.I's, mais également parmi les populations civiles, et comme nécessitant, du fait de son caractère changeant, que les opérations militaires menées soient aussi courtes et décisives que possible (31).

Face à cette réalité, il devient donc essentiel pour les dirigeants politiques d'agir au niveau de l'opinion publique. Pour ce faire, une première approche consiste à obtenir un soutien, plus ou moins clair, des médias : de tels moments de coopération ont eu lieu lors de la Seconde Guerre mondiale (32). Quand une telle coopération ne peut être envisagée, il peut être tentant de « manipuler » les médias. Un des moyens à la disposition de Washington est l'appel à une compagnie privée d'information telle que The Rendon Group Inc., qui propose, au privé comme au public, de prendre en charge la stratégie de communication d'une institution, y compris de « *changer l'attitude*

(27) Par exemple dans le cas des opérations de maintien de la paix en Bosnie. Cf. Richard SOBEL, « Trends : United States Intervention in Bosnia », *Public Opinion Quarterly*, vol. 62, n° 2, été 1998, pp. 250-278.

(28) Par ailleurs, la vision des spécialistes de la question a fortement évolué avec le temps. Cf. Ole R. HOLSTI, « Public Opinion and Foreign Policy : Challenges to the Almond-Lippmann Consensus », *International Studies Quarterly*, vol. 36, n° 4, décembre 1992, pp. 439-466.

(29) Oscar TORRES-REYNA / Robert Y. SHAPIRO, « The Polls-Trends Defense and the Military », *Public Opinion Quarterly*, vol. 66, n° 2, été 2002, pp. 279-303.

(30) Sur ce point, cf. Nathalie LA BALME, *Partir en guerre – Décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Autrement, Paris, 2002, 137 p.

(31) Cf. par exemple Edward N. LUTTWAK, « A Post-Heroic Military Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 4, juillet-août 1996, pp. 33-44.

(32) Une sorte d'accord tacite impliquait que les journalistes n'enverraient pas d'images trop sanglantes de G.I's : cf. Alfred H. PADDOCK, « Military Psychological Operations », in Carnes LORD / Frank F. BARNETT (dir.), *Political Warfare and Psychological Operations – Rethinking the US Approach*, National Defense University Press / National Strategy Information Center, Washington D.C., 1989, pp. 45-65. *A contrario*, la coopération entre Hollywood et les autorités en charge de la propagande lors de la Seconde Guerre mondiale (Office of War Information) resta limitée (ce qui ne fut pas le cas avec les stations radio) : cf. Allan M. WINKLER, *The Politics of Propaganda – The Office of War Information 1942-1945*, Yale University Press, New Haven et Londres, 1978, 230 p.

publique envers l'institution et les perceptions erronées à son encontre » (33) : les clients passés de Rendon ont été entre autres l'EUCOM (US European Command) dans le contexte de l'intervention au Kosovo, la CIA, l'USAID, les gouvernements du Koweït, Monsanto Chemicals, etc. (34). Une autre possibilité classique offerte aux dirigeants consiste à utiliser des *spin-doctors* (spécialistes en communication) attachés à leur service (35). Dans le contexte de la guerre en Iraq (2003), la stratégie mise en place par l'Administration Bush semble avoir été encore plus radicale que celles citées ci-dessus : le 12 mai 2003, Michael Powell, le président de la Federal Communication Commission, faisait savoir qu'une série de mesures prévoyait l'allègement des restrictions concernant la propriété des médias, permettant ainsi aux groupes les plus puissants de renforcer leur position ; cela a été perçu par beaucoup comme une sorte de récompense du soutien apporté à l'action en Iraq (36), récompense profitant notamment à la *News Corporation* de Rupert Murdoch, groupe considéré comme proche des milieux néo-conservateurs et dont dépend la célèbre compagnie télévisée *Fox*, laquelle s'est montrée prompte à soutenir les actions militaires en Iraq.

Parallèlement, il convient de ne pas négliger le rôle de l'équipe néo-conservatrice en place au Pentagone (l'équipe de Paul Wolfowitz). Celle-ci a mis sur pied une cellule interne de renseignements, le Bureau des projets spéciaux, visant à rassembler suffisamment de preuves en faveur d'une intervention américaine en Iraq : mécontente de l'incapacité de la CIA et de la DIA (Defense Intelligence Agency) à fournir des preuves sur la détention d'armes de destruction massive par Saddam Hussein, l'Administration Bush comptait sur cette cellule pour trouver les éléments justifiant la guerre, éléments qui pouvaient ensuite être diffusés par Colin Powell au Conseil de sécurité des Nations Unies (37). On peut voir dans la création de cette cellule un désir de court-circuiter les informations, jugées trop prudentes, émanant des services de renseignements.

On peut le constater : les stratégies que les décideurs américains peuvent mettre en œuvre pour « formater » l'opinion publique sont multiples. Cependant, on ne peut ignorer que les décideurs considèrent que ces moyens ont

(33) Cf. www.rendon.com/rendon/layout7/news.htm.

(34) Laura MILLER / Sheldon RAMPTON, « The Pentagon's Information Warrior : Rendon to the Rescue », *PR Watch Archives*, vol. 8, n° 4, 2001 (www.prwatch.org/prissues/2001Q4/rendon.html).

(35) Notons qu'il existe également une ambiguïté quant au rôle que peuvent jouer les unités de guerre psychologique de forces armées (PSYOPS) : normalement, ces dernières ne peuvent réaliser de propagande à destination d'un public américain. Toutefois, le Pentagone dispose d'unités en charge des *Public Affairs*, qui se chargent de la communication avec les médias américains. Il existe par ailleurs des unités *Civil Affairs* s'occupant des relations entre les militaires et les civils là où sont déployées les troupes américaines. On peut se demander s'il existe une perméabilité absolue entre ces trois types d'unités à qui l'on demande de collaborer... Cf. par exemple le document *Doctrine for Public Affairs in Joint Operations*, Joint Pub. 3-61, 14 mai 1997.

(36) Paul KRUGMAN, « Les flagorneries des grands médias », *The New York Times* (publié dans *Courrier International*, n° 656, 28 mai-4 juin 2003, p. 40).

(37) Harold MEYERSON, « Une tromperie digne du scandale Enron », *The Washington Post* (publié dans *Courrier International*, n° 656, 28 mai-4 juin 2003, pp. 34-35).

des limites. La vue de soldats américains morts sur le champ de bataille est notamment perçue comme une de ces limites (38). En conséquence, de fortes pressions sont exercées sur les militaires de manière à ce qu'ils assurent des victoires rapides et non létales. Cela sous-tend le concept de « guerre à zéro mort », qui repose en grande partie sur l'utilisation de moyens techniques élaborés, dans le contexte de la Révolution dans les Affaires Militaires (RAM). De plus, les militaires se sont dotés d'une politique relative à la communication avec les médias (39), politique qui a fort évolué, mais reste l'objet de contestations régulières.

Enfin, on ne saurait non plus négliger la tendance à la « croisade ». Comme Alexis de Tocqueville l'avait déjà remarqué, le peuple américain ne désire rien d'autre que de vivre en paix et commercer : il est donc difficile de lancer les Américains sur le chemin de la guerre. Néanmoins, une fois qu'ils sont lancés dans un conflit, il devient difficile de les arrêter (40). Plus encore, certains voient dans la démocratie libérale et son application aux questions de politique étrangère, un facteur prompt à transformer toute utilisation de la force en une croisade (41). Le cas des Etats-Unis paraît probant à cet égard : pour rencontrer le soutien populaire et médiatique, une action militaire doit évoquer des arguments de morale. Les calculs mesquins de la *Realpolitik* ne peuvent suffire. Toutefois, dans une situation de conflit, une action de ce type doit le plus souvent recourir à la diabolisation de l'adversaire, diabolisation qui contient en elle-même les germes de la croisade avec tous les excès qui peuvent y être associés. Or, si sur le plan interne des discours musclés appelant à lutter contre un « *axe du mal* » ont leur efficacité, en revanche, sur le plan international, ils sont de nature à effrayer.

CONCLUSION

L'analyse qui précède se veut avant tout une introduction à une thématique plus générale.

La question de la privatisation de la sécurité sur le plan international semble bien en cours. Sur le plan interne, dans le cas des Etats-Unis, elle va de pair avec le libéralisme et la démocratie. Dans les deux cas, il ne s'agit pas de quelque chose d'exceptionnel. On remarquera que les effets de la privatisation de la sécurité jouent un rôle dans la production du matériel militaire et les services rendus par ces producteurs aux forces armées, toujours

(38) Ce phénomène n'est en fait pas neuf, ni uniquement américain. On en retrouve déjà la trace en Grande-Bretagne avec l'apparition des premiers correspondants de guerre durant la guerre de Crimée.

(39) Nous ne pourrions détailler ici ce point. Indiquons simplement que les relations entre médias et forces armées restent toujours assez tendues actuellement.

(40) ALEXIS DE TOCQUEVILLE, *De la Démocratie en Amérique*, Flammarion, Paris, 1981, tome 2, pp. 327 et 340.

(41) JOHN F.C. FULLER, *The Conduct of War 1789-1961, A Study of the Impact of the French, Industrial, and Russian Revolutions On War and its Conduct*, Eyre-Methuen, Londres, 1972, 352 p.

plus près du terrain des hostilités. La privatisation de la sécurité a aussi un impact dans le contexte de la reconstruction de l'Iraq, partiellement confiée à ce secteur. Elle est encore perceptible par l'emploi des compagnies privées de sécurité (Military Professional Resources Inc. en particulier) en « remplacement » des forces armées, ceci ayant pour finalité d'augmenter la flexibilité des actions et éventuellement de court-circuiter, par opacité, certaines formes de contrôle du Congrès ou des médias. Enfin, elle se ressent au travers le rôle que joue l'Office of Net Assessment : ce *think tank* interne au Département de la Défense utilise en effet des contributeurs universitaires et provenant d'autres *think tanks* (RAND par exemple) en vue d'exercer des pressions sur les militaires pour mettre à exécution la Révolution dans les Affaires militaires.

Dans l'ensemble de ces exemples, le politique apparaît inséré au milieu d'une toile constituée d'institutions privées et publiques. Ces institutions peuvent être mises en compétition (public *versus* privé, privé *versus* privé, public *versus* public) en vue d'en tirer un gain dans la réalisation des objectifs. Le principe n'est pas toujours éloigné du « diviser pour régner ». L'habileté stratégique des décideurs se révèle de première importance : lorsqu'un blocage surgit, il reste souvent possible de le contourner en faisant réaliser le travail par un autre acteur.

Indéniablement, la fluidité de telles pratiques donne un aspect incertain à la politique de sécurité sur le plan interne, mais également, par ricochet, au plan international. On passerait donc dans une période de gestion d'un chaos « organisé » (42).

Il reste cependant exact que l'importance des néo-conservateurs, bien constitués en réseaux à divers échelons du pouvoir, à l'intérieur mais également à l'extérieur de la machine étatique, tend à reposer la question jadis soulevée par C. Wright Mills sur l'existence d'une élite du pouvoir. Pour le sociologue, cette élite était formée d'individus appartenant à l'armée, au pouvoir politique et aux grandes entreprises ; elle partageait des intérêts communs et ses membres entretenaient des relations fortes (43). De par les informations provenant actuellement des Etats-Unis, on est effectivement tenté de penser que cette élite existe bel et bien. Il faut cependant prendre garde à ne pas la considérer sous un jour monolithique, comme le faisait Wright Mills.

De manière générale, il semble bien que, dans plusieurs de ces aspects, les structures socio-politiques libérales et démocratiques américaines contiennent des éléments d'explication quant à la nature (hyper-)réaliste de la poli-

(42) Alain JOXE, *L'Empire du chaos*, op. cit.

(43) C. WRIGHT MILLS, *L'Elite du pouvoir*, François Maspero, Paris, 1969, 380 p.

tique de sécurité actuelle des Etats-Unis (44). Sur la base de cette analyse, on ne peut par ailleurs pas affirmer que la mondialisation contemporaine ait un impact vraiment négatif sur l'étendue des prérogatives étatiques américaines en matière de sécurité. Toutefois, ce phénomène tend à montrer combien l'Etat peut être soumis à certains groupes sociaux issus de la « société civile ».

(44) Certains de ces éléments, dont la tendance à la croisade, avaient déjà été mis en évidence de longue date par des auteurs tels que Raymond ARON (*La République impériale – les Etats-Unis dans le monde – 1945-1972*, Calmann-Lévy, Paris, 1973, 337 p.) et Stanley HOFFMANN (*Gulliver empêtré – essai sur la politique étrangère des Etats-Unis*, Seuil, Paris, 1971, 634 p.). Sur le réalisme américain, cf. Bruno COLSON, *La Stratégie américaine et l'Europe*, Economica-ISC, Paris, 1997, 122 p.